



F. PÉAULT

## ÉDUCATION

## Ce que révèle l'engouement pour les tests de QI

Faire évaluer l'intelligence de sa progéniture : cette tendance en forte hausse est exploitée par des « spécialistes » aux méthodes parfois douteuses.

PAR AMANDINE HIROU

**I**ls ne représentent qu'environ 2 % des enfants... Et pourtant, combien de parents s'autopersuadent d'avoir donné naissance à l'un de ces petits êtres qualifiés au choix de « surdoués », de « précoces », d'individus « à haut potentiel intellectuel » (HPI), ou encore de « zèbres » – l'animal se distingue par ses rayures, eux par leur QI particulièrement élevé ? Il suffit de tendre l'oreille, à la sortie des écoles, pour entendre ces pères ou ces mères le confier : si leur progéniture excelle à l'école, c'est forcément parce qu'elle a hérité d'une

intelligence exceptionnelle. Si, au contraire, les résultats de leur bambin ou de leur adolescent patinent, ou qu'il rencontre des problèmes de discipline en classe, c'est bien la preuve que sa « précocité » engendre chez lui une forme de mal-être.

Pour en avoir le cœur net, une seule solution : faire passer à ces génies qui s'ignorent le fameux test de QI. « Ce phénomène ne cesse de s'accroître, surtout dans les milieux favorisés. Bon nombre de parents qui ont recours à ces bilans psychométriques caressent l'espoir de voir

leur enfant reconnu comme intellectuellement précoce. Sésame qui leur permettra peut-être de convaincre l'institution de la nécessité de lui faire sauter une classe », confirme Nathalie Eudes, psychologue de l'Éducation nationale et référente du syndicat SE-Unsa, elle-même submergée de demandes. « Si on répondait favorablement à tout le monde, on ne ferait plus que ça, soupire-t-elle. Résultat, des familles viennent parfois me voir avec des tests déjà validés par des cabinets privés, hélas pas toujours respectueux des règles déontologiques. »

Le système scolaire de plus en plus compétitif et anxiogène, la chasse aux meilleures écoles et aux diplômes les plus reconnus sur le marché du travail encouragent cette course au QI. « Aux États-Unis, on peut même acheter des manuels de préparation à ces fameux tests, ce qui est une hérésie ! » s'exclame Nathalie Eudes. Outre-Atlantique encore, nombre d'établissements scolaires exigent un score minimum pour valider une inscription, parfois dès les plus petites classes. Inimaginable en France ? De moins en moins. Certaines écoles privées hors contrat ont flairé le filon et mettent en avant des méthodes pédagogiques particulièrement adaptées aux enfants à haut potentiel intellectuel, pour mieux les attirer.

Cette forme de sélection qui ne dit pas son nom pourrait bien se propager. Pour preuve, de nouveaux « spécialistes », plus ou moins sérieux, se sont positionnés, ces dernières années, sur ce créneau prometteur – et rémunérateur. En théorie, seuls les psychologues et les médecins sont habilités à faire passer les fameux tests. Mais tous n'en ont pas forcément les compétences ni les moyens. Les coûts de formation, l'achat de l'outil – environ 1 600 euros pour le test Wisc-V (basé sur l'échelle Wechsler), le plus utilisé en France et dans le monde auprès des 6-16 ans – représentent des investissements considérables. D'autant qu'une nouvelle version émerge tous les dix ans environ. Pour être à jour, pas d'autre choix pour les praticiens que de remettre la main au portefeuille.

— P. 32. Ce que révèle l'engouement pour les tests de QI

— P. 33. Sévices conjugaux : les hommes aussi

— P. 34. Retour aux 90 kilomètres-heure : le dilemme des élus locaux

— P. 35. Don de corps : des décennies de laisser-faire

En parallèle, on trouve également des quiz rapides sur Internet permettant d'évaluer son « score » en seulement quelques clics. « Une véritable arnaque ! », s'étranglent les psychologues spécialisés. Car un bilan psychométrique ne peut se résumer à quelques chiffres sans aucune analyse. « On ne mesure pas son QI comme on se pèse sur une balance », alerte ainsi Georges Cognet, expert auprès de l'éditeur des tests Wechsler. Un entretien préalable est indispensable pour évaluer la nécessité ou non de réaliser un test psychométrique. « Il m'arrive de dissuader certains parents si la demande ne me semble pas justifiée », poursuit le psychologue clinicien installé à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

Lorsqu'il est effectué, le test doit s'inscrire dans un bilan psychologique plus complet. « Au-delà de la moyenne finale, il importe d'étudier chacun des indices pris individuellement. La note qui évalue la compréhension verbale ne sera pas la même que celle liée à la capacité de raisonner logiquement ni à celle relative à la mémoire de travail ou à la façon de se repérer dans l'espace », explique Georges Cognet. Coût total de l'opération pour les familles : de 350 à 450 euros. Le prix à

**« Ils peuvent engendrer de grosses déceptions, voire une perte d'estime de soi importante »**

payer pour savoir à quel niveau de l'échelle se situe le QI de son fils ou de sa fille : au-delà de 130, il bascule dans la catégorie des hauts potentiels (environ 2% des enfants). Entre 70 et 130, il présente une intelligence allant de faible à supérieure (95%). Au-dessous de 70, il souffre d'un retard mental (2,5%).

« Ces tests ne sont évidemment pas anodins et doivent être maniés avec précaution et parcimonie. Ils peuvent notamment engendrer de grosses déceptions, voire une perte d'estime de soi importante si les résultats ne sont pas à la hauteur de ce que l'on imaginait », insiste Nicolas Gauvrit, chercheur en sciences cognitives à l'École pratique des hautes études. La chute est d'autant plus rude quand le petit rencontre des difficultés à l'école. Surtout

si ses parents lui ont mis en tête que celles-ci étaient liées à son intelligence exceptionnelle.

La psychologue Caroline Goldman, auteure d'*Etablir les limites éducatives. Evaluation, diagnostic, action thérapeutique* (Dunod, 2019), dénonce avec force cette tendance émergente. « Quelques pysys français, surfant sur le narcissisme ambiant, ont transformé en pathologie ce qui était perçu jusqu'ici comme une ressource. Ils véhiculent l'idée qu'être intel-

ligent serait forcément synonyme de douleur, de décalage, de solitude, et en ont fait un incroyable business », tempête-t-elle.

Certes, il est plus rassurant pour les parents de se dire que leur rejeton est surdoué, plutôt que de se confronter à d'autres diagnostics éventuellement moins valorisants. En attendant, les troubles réels de ces enfants en souffrance ne sont pas soignés. Ce sont bien eux, les grands perdants de ce nouveau marché. \*

#### Couples

## Sérvices conjugaux : les hommes aussi

La violence n'est pas l'appanage des mâles. En France, chaque année, 82 000 d'entre eux subissent coups, mauvais traitements et atteintes sexuelles.

C'est une réalité souvent occultée, parfois niée : les hommes sont, eux aussi, victimes de violences conjugales infligées par leurs conjointes ou, quelquefois, par leurs compagnons. Moins que les femmes, certes, mais le sujet est loin d'être anecdotique. Entre 2011 et 2018, chaque année, 28 % des personnes de 18 à 75 ans disant avoir été maltraitées par leur conjoint étaient des hommes. Parmi ces 82 000 souffre-douleur, ils étaient 75 000 à déclarer avoir subi des attaques physiques, 4 000 des atteintes sexuelles et 3 000, les deux. Ces données glaçantes figurent dans la dernière livraison de l'enquête « Cadre de vie et sécurité », une coproduction annuelle de l'Institut national de la statistique, du ministère de l'Intérieur et de l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale.

Parfois, la mort est au bout de la souffrance. En 2018, un homme décédait tous les treize jours sous les coups de sa compagne ou de son ex, d'après l'étude nationale sur les morts violentes au sein du couple de la délégation aux victimes, une structure mi-police, mi-gendarmerie. 28 homicides, donc, sur un total de 149 meurtres conjugaux. Fréquemment perpétrés à l'arme blanche. Souvent dans le cadre d'une dispute qui dérape, sur fond de consommation d'alcool, de stupéfiants ou de médicaments psychotropes. Ces scénarios ressemblent beaucoup à ceux des féminicides, à cette différence près que les hommes ont un faible pour les armes à feu, et que, dans de nombreux cas, c'est le refus de la séparation, passée

ou en cours, qui déclenche le geste fatal.

« Les associations dédiées aux femmes ont préempté le discours social, observe le psychiatre Roland Coutanceau. Or ce qu'elles disent est juste, mais ne représente pas toute la réalité des brutalités conjugales. Car il existe des compagnes dominatrices, harcelantes, paranoïaques ou d'une jalouse malsaine, qui malmènent leur conjoint. » Pourtant, le récent Grenelle consacré au sujet a superbement ignoré cette facette du problème. Certes, le Premier ministre, Edouard Philippe, a évoqué « les violences conjugales qui pourraient frapper certains hommes ». Certes, il fut question de la prise en charge de leurs auteurs : ils devraient bientôt trouver de l'aide auprès des 26 centres qui seront créés sur le territoire – une première. Mais pas un mot sur les victimes masculines. « Réduire les violences entre partenaires intimes à des violences contre les femmes motivées par un mode de pensée sexiste et phallocrate traduit une lecture du phénomène idéologiquement biaisée, scientifiquement fragile et, à ce titre, peu opérante pour espérer l'endiguer », diagnostiquait récemment la philosophe et blogueuse Peggy Saastre dans les colonnes de Marianne.

En prime, il n'est pas rare que les meurtriers bénéficient d'une circonstance atténuante : si elles ont poignardé ou abattu leur compagnon, c'était pour se défendre des mauvais traitements qu'il leur infligeait. Une triste évidence dans certains cas, oui, mais pas toujours. « La lecture idéologique prime sur l'analyse des